

M'SILA

Les citoyens réclament de l'eau

Une dizaine de représentants des quartiers de la ville de M'sila ont pris d'assaut lundi l'unité de distribution de l'Algérienne des eaux, située à la cité Cheïkh-Tahar. Une crise qui dure depuis plusieurs jours et touche plus de 20 quartiers situés au chef-lieu de wilaya.

Des citoyens ont envahi le bureau du directeur pour protester contre la mauvaise gestion et l'incompétence des services et de ses agents. Excédés, les habitants de ces quartiers ont exprimé leur ras-le-bol et leur calvaire surtout en ces jours caniculaires de jeûne. M. Khalfallah, directeur de l'unité, a eu beaucoup de peine à calmer les esprits. Il finira par apaiser la tension en invitant les contestataires au dialogue.

La durée de la pénurie diffère d'un quartier à un autre, elle va d'une semaine pour certains, à un mois pour d'autres, comme c'est le cas de Ichbilia, les 1 000-Logts, les 216, 128, 150, 100, 32, 204, Nouvelle Chebilia les 44, 380. La ration de ce précieux liquide est très limitée et se distribue en un temps très court.



Photo : DR

Ainsi, les habitants n'ont même pas le temps de faire leurs réserves. Pour parer à cette pénurie, les citoyens sont contraints d'acheter leur eau. «Des barons des citernes d'eau ont vu le jour.

Un fléau qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans la ville, il s'agit de plusieurs camions dotés d'une citerne de 3 000 l chacune, qui puisent l'eau des puits dans la périphérie de la ville et la vendent à 600 DA, voire 800 DA au vu et au su de tout le

monde, sans que l'on se soucie de son traitement. On ne sait même pas si elle est potable», nous dira, indigné, un protestataire.

Un autre citoyen n'a pas manqué d'évoquer à l'assistance le fait que lui et ses voisins de la cité 140-Logts (Cnas) achètent des citernes d'eau pour les transvaser dans la bache à eau de la cité.

Cette eau est alors distribuée via les conduites des locataires pour ensuite être enregistrée dans les

compteurs et payée une seconde fois. Quant au directeur de l'unité de distribution, celui-ci expliquera que cette pénurie est due au nombre très élevé d'abonnés et la forte consommation de ce liquide, évaluée à 8 000 m³/jour, outre les fuites enregistrées dans le réseau et la production qui ne cesse de baisser.

Il promettra néanmoins que cette situation sera réglée dans un délai ne dépassant pas les 24 heures.

A. Laïdi

TLEMCCEN

La détresse des habitants du village des Ouled Ben Ziane

Ce petit village qui abrite une population de 300 âmes n'est pas au bout de ses peines. Après avoir vécu l'enfer durant les années 1990, les conditions de vie restent difficiles, et ce, malgré le retour de nombreuses familles qui ont fui la menace terroriste.

Les pouvoirs publics tardent à engager une politique de redynamisation pour redonner un peu de vie à ce hameau qui a payé un lourd tribut dans la lutte antiterroriste. Aujourd'hui, tout reste à faire pour permettre à cette population de mener une vie normale. En priorité se pose le problème de l'eau qui n'a pas été réglé, et ce, malgré un investisse-

ment de six milliards engagé en 2006 pour un sondage de 300 m de profondeur qui a été réalisé par une entreprise chinoise et équipé par les services de l'hydraulique.

Ce sondage est laissé à l'abandon bien que les travaux aient été achevés. Alors pourquoi avoir lancé une telle opération qui a coûté plus de huit milliards ? La population, qui a soif, n'a d'autre choix que de recourir à l'achat de l'eau en déboursant 800 DA pour une citerne. Pourtant, la wilaya de Tlemcen a lancé une grande opération à travers toutes les localités pour alimenter les populations rurales en eau potable. Pourquoi donc cette crise d'eau qui dure depuis huit ans chez les Ouled-Ben-Ziane ? Un autre problème se pose pour les habitants de ce village qui réclame la

construction d'un quai pour l'arrêt du train qui a repris la desserte Tlemcen-Maghnia le 1^{er} avril 2008. Les voyageurs des Ouled-Ben-Ziane font un trajet de plus de 4 km à pied pour rejoindre la gare de Zelboun, alors que le train passe à quelques mètres de leur village.

Les habitants de cette contrée isolée de l'Algérie profonde lancent un véritable appel de détresse au premier responsable de la wilaya pour que la vie reprenne à Ouled-Ben-Ziane. En hiver, la vie devient de plus en plus dure, dans ces régions du monde rural, le manque d'eau et d'infrastructures constituent la principale préoccupation. Les gens se chauffent toujours au bois, alors que le gaz de ville arrive à Béni-Mester et ses environs.

M. Zenasni

DÉTOURNEMENT DU FONCIER AGRICOLE À BORDJ EL BAHRI

La malédiction de Haouch el Kaïda

Les membres de la famille Hazem luttent depuis plus de 20 années contre le dépeçage de Haouch el Kaïda, une ferme agricole située dans la commune de Bordj El Bahri. Aucune des décisions de justice rendues en leur faveur n'a été respectée et appliquée.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Que reste-t-il de Haouch el Kaïda ? La ferme acquise au début des années 1960 par la famille Hazem n'est, aujourd'hui, qu'un vaste terrain en chantier. Vingt hectares de terre agricole rongés par le béton et la bête humaine. «C'est une guerre que nous menons depuis des années contre une véritable mafia qui veut s'accaparer nos biens», explique Hafid Hazem. Aux côtés de son oncle et de ses cousins, le jeune homme a passé la moitié de sa vie à tenter de sauver la terre de sa famille. Vainement. Les ennuis des Hazem commencent durant les années 1990 lorsque l'APC de Bordj El-Bahri décide de morceler une parcelle de 10 hectares en lots de terrain. Ils seront ensuite distribués dans la plus totale illégalité. Aucune décision de justice ne sera respectée. Les dix autres hectares ne tarderont pas à subir le

même sort. C'est l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Dar El Beïda qui engage la première offensive.

L'organisme public lance la construction de 300 logements en contrebas de la propriété. «Aux termes d'une longue procédure, le Conseil d'Etat a ordonné l'arrêt définitif des travaux. Mais cette décision de la plus haute juridiction administrative du pays n'a jamais été respectée. Les responsables de l'OPGI de Dar El Beïda ont agi comme s'ils étaient au-dessus de toutes les lois de la République. Les appartements ont finalement été distribués, comme si de rien n'était», souligne Hafid Hazem. A la même période, quelques hectares plus haut, la wilaya d'Alger se lance dans la construction d'une grande salle omnisports. La famille Hazem réagit aussitôt en saisissant le tribunal de Rouiba. En seconde

instance, l'affaire parvient au niveau de la cour d'Alger. Les plaignants obtiennent une décision d'arrêt des travaux qui, bien entendu, ne sera jamais respectée. Mais pour des raisons qui restent encore inconnues, le dossier restera en suspens au niveau de la cour d'Alger durant plusieurs années. Entre-temps, la famille Hazem devra faire face à d'autres indus occupants : l'agence de promotion immobilière de l'armée ainsi qu'une coopérative immobilière dénommée El Badr regroupant des cadres de la wilaya d'Alger.

Pour ce qui est de la CPIA, il s'avère que cette coopérative a été dissoute au milieu des années 2000. Mais en 2008, un individu qui se faisait passer pour un officier supérieur de l'armée décide de relancer le projet. Pour ce faire, il fait intervenir l'OPGI de Tipasa et confie les travaux à une entreprise de construction irakienne. Le chantier n'a finalement duré que quelques mois. Un beau jour, le «promoteur» sera arrêté et condamné à 5 années de prison ferme pour usurpation de fonction. Pour sa part, la coopérative El Badr

reste un véritable mystère. Son agrément a été délivré par l'APC de Bourouba, son siège se trouve à Hussein Dey, les logements sont construits à Bordj El Bahri et son président est un des inspecteurs de l'urbanisme de la wilaya d'Alger.

El Badr, qui n'a presque jamais tenu d'assemblée générale, ressemble plus à une promotion immobilière qu'à une coopérative. Toutes les tentatives pour la déloger se sont avérées vaines. Depuis quelques mois, la famille Hazem doit faire face à une nouvelle offensive. Des particuliers se sont installés sur une autre parcelle de terre après s'être fait délivrer des décisions signées par l'ex-maire de Bordj El Bahri, Nacer Benchabi. «Ces lots de terrain ont été distribués à des membres de l'APC, à des amis du maire et à des personnalités.

Aujourd'hui, le lot de 200 mètres carrés se vend à 2 milliards de centimes», note Hafid. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, une autre coopérative «militaire» s'est récemment installée sur les deux hectares de la «fausse CPIA». «On ne sait tou-

jours pas comment cette coopérative a refait surface. C'est encore un autre mystère de Haouch el Kaïda.

Le jeune homme dit n'avoir plus rien à perdre. Il arrive même à tout tourner en dérision. A l'instar de l'affaire de la salle omnisports qui, selon lui, est une véritable farce. «Le juge en charge du dossier est arrivé à la conclusion que ce projet n'a aucune existence légale. Il n'y a aucune trace administrative, aucun budget, rien. Pourtant cette salle existe, l'Etat a déboursé une véritable fortune pour la construire. On parle de plus de 195 milliards de centimes.»

Aujourd'hui, la famille Hazem ne dispose que d'une vieille maison familiale et d'un étroit chemin pour s'y rendre. «Nous avons presque tout perdu. Les plus hautes autorités de l'Etat sont au courant de l'affaire de Haouch el Kaïda. Y compris le président de la République à qui nous avons adressé une correspondance détaillée. Reste à savoir si, un jour, quelqu'un interviendra pour nous rendre nos biens», s'interroge Hafid Hazem.

T. H.

RELIZANE

Un jeune homme tente de s'immoler

Après une accalmie dans les tentatives de suicide par immolation, voilà qu'un jeune désespéré veut mettre fin à ces jours. Il s'agit d'un jeune homme âgé de 34 ans, originaire de la ville de Relizane, qui a tenté, samedi dans la soirée, juste après le f'tour, de s'immoler par le feu devant le domicile parental.

Il s'est aspergé le corps d'essence avant d'y mettre le feu. Sa sœur cadette, présente lors de ce drame, s'est dépêchée d'éteindre les flammes juste avant l'arrivée des voisins qui l'ont évacué vers l'établissement hospitalier public Mohamed-Boudiaf de Relizane. Les causes de cette tentative restent inconnues. Rappelons que récemment, une veuve d'une trentaine d'années, native de Relizane, a tenté de mettre fin à ses jours devant le siège de la wilaya. L'irréparable aurait eu lieu n'était l'intervention des passants qui lui ont arraché des mains la bouteille d'essence avec laquelle elle allait s'asperger le corps. Elle est veuve, sans abri, chômeuse et mère de deux enfants.

A. Rahmane

TÉBESSA

Un suicide par pendaison

Le phénomène de suicide ne cesse de prendre de l'ampleur. Le 6^e jour du Ramadan, un homme âgé de 37 ans a été découvert dans sa chambre pendu à une corde accrochée au plafond. Le corps a été déposé à la morgue du secteur sanitaire pour autopsie ordonnée par le parquet.

Saâdallah Djamel